

Jean-Marc Berlière, Franck Liaigre, *Liquider les traîtres. La face cachée du PCF 1941-1943*, Paris, Robert Laffont, 2007.

Romain Ducoulombier

Il y a deux livres dans l'ouvrage de Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre sur la *parteijustiz* communiste pendant la Seconde Guerre mondiale. L'un porte, avec un grand luxe de détails, sur l'histoire du « détachement Valmy » et de sa petite trentaine de membres chargés par la direction clandestine du PCF de « liquider les traîtres ». L'autre évoque, avec un même souci biographique et une même rigueur archivistique, les hommes des services spéciaux de la préfecture de Police de Paris et des Renseignements généraux qui les pourchassent avec une redoutable efficacité.

La confrontation de ces deux univers est sans doute l'aspect le plus riche de l'ouvrage. Elle démontre, si cela était encore nécessaire, que les archives de police peuvent fournir une matière indispensable à la connaissance historique du Parti communiste. C'est donc moins de Moscou que de France et des nombreux gisements consultés par les auteurs que procède le renouvellement biographique et historique d'un sujet – la violence fratricide communiste pendant la Seconde Guerre mondiale – hautement explosif. On ne peut d'ailleurs que regretter l'absence d'une présentation systématique des sources à la fin de l'ouvrage. Ceci est d'autant plus surprenant que le livre est en fait composé comme une mise en récit dramatique de nombreuses pièces d'archives, que le lecteur découvre au fil de sa lecture. Une consultation attentive des notes démontre en fait qu'un nombre finalement limité de cartons s'est avéré particulièrement riche.

Ce matériau nouveau permet d'explorer plus avant les pratiques d'une « armée des ombres » toujours nimbée de mystère et de légendes. La dictature du témoignage combattant a longtemps déployé en la matière un écran de fumée devant une réalité souvent prosaïque. L'ouvrage démontre avec une incontestable rigueur que les mémoires de Léon « Raph » Dallidet et de la plupart des autres chefs clandestins du Parti sont entachés, non seulement d'oublis constitutifs de ce genre littéraire, mais bien de mensonges délibérés destinés à dissimuler des règlements de compte déshonorants dont le personnage-clé de l'ouvrage, la malheureuse militante Mathilde Dardant, abattue puis dépouillée de ses vêtements dans un sous-bois le 6 octobre 1942, est le symbole tragique. Le livre dresse une stèle à cette victime longtemps demeurée anonyme d'une violence politique communiste rendue aveugle du fait de l'amateurisme, de la paranoïa et de la brutalité des hommes qui dirigent l'appareil du Parti pendant le conflit. Cette confrontation salutaire du témoignage à l'archive permet en tout cas d'avancer plusieurs conclusions : que c'est Jacques Duclos, le chef du Parti communiste clandestin en France, qui ordonne les exécutions et possède de ce fait sur les cibles pressenties le droit de vie ou de mort ; que malgré son efficacité, les pertes infligées à l'occupant, contre lequel le détachement engage ses hommes à partir de l'été 1942, sont infiniment moins nombreuses – six en Région parisienne pour la période d'activité du « Valmy » – que les hécatombes qu'on croyait apercevoir à travers le filtre de la mémoire résistante ; et que la torture, quand elle est avérée – et les deux auteurs tentent scrupuleusement d'en détecter les traces – atteint presque toujours son but : faire « parler ».

En août 1942, à la veille d'être engagés contre l'occupant, les hommes du « groupe spécial n°1 » du détachement Valmy se sont plaints à la direction du Parti du mésusage que celui-ci faisait de leur dévouement. En action depuis la création du groupe un an plus tôt, ses membres ne semblent mettre aucun enthousiasme particulier à leur besogne de liquidateurs. Elle leur paraît pour l'essentiel manquer son but principal : l'Allemand, pour frapper des « traîtres » sans relief politique – à quelques exceptions près, en particulier Marcel Gitton, le *leader* dissident du POPF, abattu le 4 septembre 1941. Les deux auteurs apportent d'autres éléments sur le manque d'entrain des hommes du détachement à exercer leur métier de tueurs stipendiés : souvent recrutés sous la menace, ils se plaignent d'un matériel défectueux qui les contraint bientôt à s'équiper d'armes et d'explosifs britanniques obtenus par l'intermédiaire des réseaux gaullistes. Ils touchent pour ce travail d'un genre spécial une « solde » qui les hisse au sein du parti au rang de permanents de la lutte armée, au-dessus de la piétaille des FTP.

Le détachement Valmy, constitué à l'été 1941 et démantelé par la police française à la fin de 1942, est donc une organisation originale dans l'histoire du PCF. Malheureusement, les auteurs n'utilisent pas cet exceptionnel point de vue pour jeter un regard plus circulaire sur la nature de la violence communiste et sur son déploiement dans la longue durée. Ceci est sans doute la conséquence du parti pris des auteurs : livrer un ouvrage d'histoire qu'ils incitent à lire comme un « roman ». Le lecteur est invité à compatir – ce que nous avons fait bien volontiers – avec le destin tragique ou absurde de militants assassinés sur ordre comme Georges Déziré, ou de simples quidams abattus par erreur, comme le malheureux Philippe Molinier en mai 1942. Par souci biographique, les auteurs terminent le livre par une longue série de « destins » mêlés des communistes du « Valmy » et des policiers qui les ont traqués, ce qui n'est pas sans intérêt, mais éloigne le propos de son objet : l'administration d'une justice politique expéditive par un Parti réputé violent, dans le contexte exceptionnel de la guerre.

Quelle est, en effet, dans le déploiement de la violence communiste pendant la guerre, la part des circonstances ? Sur cette question, comme sur celles qui suivent, l'ouvrage fournit des éléments toujours documentés et intéressants, mais n'offre à proprement parler aucune thèse. Tous les combattants du détachement Valmy ne sont pas communistes avant-guerre, mais ils sont enrôlés dans une formation dont ils attendent qu'elle combatte l'occupant et ses serviteurs français. Le juste combat patriotique nourrit largement, semble-t-il, le dévouement de militants rendus à la lutte après les flottements de 1940. La violence à l'égard des « traîtres » et des « flics » à la Libération semble d'ailleurs bien plus grande que celle que les communistes sont capables d'exercer pendant la guerre elle-même. L'exécution sommaire du fils du dissident Jean-Marie Clamamus par des FTP en août 1944 en est un bon exemple.

La violence du « Valmy » est-elle par conséquent une violence dictée par l'heure, ou le déploiement logique d'une violence déjà contenue dans le PC avant la guerre ? Le poids de la « rumeur » dans la désignation des traîtres est un élément présent dès le début des années 1920 dans le Parti, mais les auteurs notent avec raison que les provocations policières et la peur constante suscitée par la guerre entretiennent une suspicion généralisée. Les listes noires ne sont pas inventées sous l'Occupation, mais dès les années 1930. La brutalité ouvriériste sommaire de certains hommes-clefs de l'appareil du Parti d'avant-guerre comme Maurice Tréand est le fruit véreux d'une politique délibérée de recrutement engagée depuis le début des années 1920. Il n'est pas jusqu'aux relations interpersonnelles entre les militants, abondamment documentées par les auteurs, qui persistent malgré les impératifs du cloisonnement. L'imprudence de Marcel Gitton avant son assassinat est un dernier signe de cette difficulté fondamentale à interpréter la violence communiste sous l'Occupation. Pourquoi l'ancien n°3 du Parti à la fin des



Histoire@Politique. Politique, culture, société - Rubrique « Comptes rendus - ouvrages ». Mis en ligne le 7 février 2008, www.histoire-politique.fr

années 1930, entré en dissidence après le Pacte germano-soviétique, considère-t-il les menaces du Parti à son égard comme des rodomontades ? L'explication psychologique ne peut suffire à interpréter cette négligence suicidaire.

Que peut-on dès lors en déduire sur la nature de la violence communiste ? On est frappé, en tout état de cause, par l'inefficacité relative des attentats communistes, que les auteurs avaient déjà soulignée dans leur ouvrage précédent, *Le Sang des communistes*. Il est vrai que les menaces qui pèsent sur la police de Vichy à partir de 1942-1943 perturbent la conscience de certains de ses fonctionnaires. Mais Paris est demeuré pour les Allemands un « havre de paix », quand d'autres mouvements résistants à l'Est de l'Europe livraient à l'occupant une guerre sans merci, souvent doublée d'une guerre civile. L'interprétation de la violence communiste en général, et de la violence communiste en France en particulier, n'en est que plus problématique. Il est dommage de réserver de tels débats à des ouvrages collectifs boudés par le public. Gageons cependant que les auteurs, dont les travaux sont désormais incontournables sur une période si troublée, envisagent déjà l'écriture d'une synthèse plus ambitieuse dont ils accumulent pas à pas le matériau.